

« POLAR », UN SCÉNARIO INÉDIT À LA LYONNAISE

Peu après les attentats du 13 novembre 2015, le président du CNRS (centre national de recherche scientifique) avait lancé un appel à projets « attentats recherche », doté d'un budget global de 600 000 euros, pour inciter ses troupes à trouver de « nouvelles voies d'analyse et d'action » dans la lutte contre le terrorisme.

Deux cent deux candidatures avaient été déposées et cinquante-trois projets retenus, dont trois à Lyon. Parmi eux, le projet « Polar », acronyme de « Policiers et Archéologues face au trafic d'antiquités », une alliance inédite dont l'objectif est « de décrire les mécanismes du pillage et du trafic des biens culturels à travers le regard croisé » de ces deux professions, qui se retrouvent aujourd'hui, jeudi, à l'Université Lyon 2 à l'occasion d'un colloque. « Certains ont été surpris que l'on soit retenu, mais c'est une belle occasion de montrer que nous ne sommes pas dans une tour d'ivoire », explique Rémy Boucharlat, chercheur du laboratoire Archéorient, l'une des entités de la Maison

de l'Orient et de la Méditerranée Jean-Puilloux, partenaire du projet aux côtés du Centre de recherche de l'École nationale supérieure de la police et de l'Office central de lutte contre le trafic de biens culturels. « Nous ne sommes pas là pour donner une indication de la valeur marchande d'un objet ou dire s'il est vrai ou faux. Mais nous pouvons dire qu'il n'est pas normal que tel ou tel objet se retrouve sur le marché car on sait qu'il provient d'un site qui n'a pas été fouillé ou dont on sait qu'il a été pillé », explique l'archéologue.

Comme l'exploitation des puits de pétrole, des gisements gaziers, des mines de phosphates ou des champs de coton, le pillage des sites archéologiques et le trafic des antiquités participent au financement de Daesh. Ces objets sont exhumés de sites vandalisés à coup de grue, de marteaux-piqueurs ou de pioches par des paysans en quête de revenus ou sur les indications de commanditaires. Ils sont revendus environ « mille fois leur valeur », selon Rémy Boucharlat. Pourtant, pour les archéologues, la



Le site de Doura Europos, en Syrie, a été particulièrement pillé par Daesh. « Polar » entend lutter contre le trafic des biens qui y auraient été volés.

plupart de ces objets « n'ont pas de valeur marchande ». Leur valeur réside dans la connaissance qu'ils apportent sur une civilisation à un endroit et à un moment donné. « Sortis de leur contexte archéologique, des objets qui les entourent, ces objets ne disent plus rien. Historiquement, ils ont perdu 90 % de leur valeur », estime Rémy Boucharlat.

Si, à Palmyre, c'est une partie visible du patrimoine mondial qui a été détruite, « la connaissance du site, elle, demeure », souligne Rémy Boucharlat. Alors qu'avec ces sites archéologiques pillés sans avoir été fouillés, c'est toute une connaissance de la vie de l'Humanité qui restera à jamais inaccessible.